

# La Révolte

N.27

Avril 2017

*«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus*

Alors que le carnaval électoral bat son plein, les Guyanais ont la bonne idée de lancer une grève générale. La première réaction du gouvernement a été celle que nous connaissons de toujours : mépris et arrogance. Mais la période n'est pas propice à la « fermeté ». A moins d'un mois du premier tour des élections présidentielles, il est impossible pour le gouvernement de jouer le pourrissement du mouvement comme il l'a fait pour la loi El Khomri. Il tente donc une négociation au rabais. Mais, ce deux avril, les négociations sont suspendues, les guyanais en grève ne l'entendent pas ainsi.

Nous connaissons la même situation à Pau, dans ces projets pharaoniques qui font plaisir aux patrons du secteur de la construction, François Bayrou n'avait pas daigné se pencher sur le sort des forains qui allaient pâtir des travaux pour rendre le parking de la place Verdun payant. Mais, là encore, après une semaine de lutte, la Mairie doit négocier.



Des grèves, il y en a de prévues pendant ce mois d'avril : les salariés de SFR, d'Air France, des agents de la ville de Nevers, de chez Nicoll à Chollet, Grève chez Amis à Montluçon, des bus Ruban dans le Nord de l'Isère, dans les wagons-bars TGV –SNCF, au CHU de Grenoble, chez Areva Mélox à Marcoule, à la Compagnie des fromages de Vire, au centre Pompidou à Paris, des éboueurs de Nantes et de Marseille, chez Amcor à Argentan. D'autres sont annoncées : au CHBA à Vannes, chez Hop! Air France, celle des agents de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et une grève nationale à la SNCF. La liste n'est pas exhaustive mais se suffit pour démontrer que la combativité des travailleurs n'a pas été autant éteinte que l'on veut bien nous le faire croire.

Alors la question se pose, pourquoi ne pas relancer un mouvement de grève national pour l'abrogation de la loi travail et menacer de faire annuler les élections ? Comment expliquer l'attitude des directions syndicales ? La réponse est peut-être dans ce constat fait par Hélène Cauchy : « les syndicats

sont amenés à reproduire les modes organisationnels politiques, de même, cette influence peut se rencontrer dans le syndicat qui tente encore à reproduire, dans le cadre des élections sociales, le schéma des élections politiques (...) leur objectif n'est plus de représenter les salariés, mais plutôt de gagner des mandats de délégué du personnel ou de membre du comité d'entreprise. Ainsi, la forme syndicale perd de sa spécificité par rapport à la forme partisane suite au développement de l'électoratisme. En effet, « les militants syndicaux sont au milieu de la classe ouvrière comme les députés dans la circonscription. Apparaissent des « notables syndicaux » qui ne visent qu'à faire une carrière « politique » dans le mouvement syndicaliste. »<sup>1</sup> Le système des représentants dans le syndicalisme comme en politique a fait naître une oligarchie dont les intérêts divergent des nôtres, il serait temps de le renverser.

1 Hélène CAUCHY, « Syndicats et partis politiques », mémoire dirigé par M. le Professeur Pierre-Yves VERKINDT, DEA de Droit Social, Année universitaire 2001-2002, UNIVERSITE Lille 2 – Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, Ecole doctorale n°74

## « I'D PREFER NOT TO »

Élection (ou mascarade) présidentielle et surenchère médiatique oblige, la question du travail est traitée sur tous les tons dans la presse (virtuelle ou papier) et sur les chaînes de radio et de télévision.

Que le travail soit présenté, comme chez les réactionnaires néo-libéro-beaufs de 20minutes, comme une source de plaisir (puisqu'on nous explique, sondages à l'appui que les « Français aiment leur travail », cf édition du 16/03/2017) ou comme une machine à casser le salarié dans l'excellente série « Le salariat n'est pas mort, il bouge encore » (LSD, la série documentaire) sur France Culture, rien ne nous est épargné, du pire au meilleur, du torchon de droite au canard de gauche.

Suite de l'article au verso

C'est en effet un sujet primordial dans nos courtes vies. Le philosophe Blaise Pascal affirmait en effet que tout le malheur des hommes provenait du fait qu'il leur était impossible de «savoir demeurer en repos, dans une chambre».

Du latin «tripalium», le nom d'un engin de torture selon le Larousse, le mot travail recouvre aujourd'hui, parfois abusivement, un grand nombre de réalités. On serait bien avisé de ne pas tout mélanger: un chômeur par exemple, est-il nécessairement une charge pour ses concitoyens travailleurs ? C'est évidemment ce qu'aimerait nous faire croire une majeure partie de la droite, en occultant le fait que notre utilité dans la société passe aussi par le travail associatif ou syndical (bénévole) . Or, de nombreuses personnes attendant un emploi sont impliquées dans différentes activités sans toucher un sou. Il s'agit pourtant bien de «travail». Entre activités à haute valeur ajoutée et travail inutile, l'éventail est large.

Une chose est sûre, que l'on fasse partie des personnes sans emploi ou de ceux qui détestent ou aiment leur travail, nous ne prenons que rarement le temps de mener une réflexion à son encontre.

Ce que je fais (ou ce que je ne fais pas!) est-il utile ? A qui ? Pourquoi et pour quoi ?

Nul besoin de suer pour prendre le temps de réfléchir au sens que l'on donne à cette activité qui semble essentielle aux humains. La question est centrale, on l'a vu, et la plupart des philosophes, des poètes ou penseurs l'ont fait depuis belle lurette.

D'Aristote, par exemple, qui rêvait déjà d'un travail qui n'abîmerait pas les êtres humains et pensait que la technique permettrait à terme de se libérer de cette tâche, jusqu'au sociologue et militant anarchiste américain David Graeber pour qui une partie des salariés des pays développés n'ont en réalité que des «Bullshit jobs» (des boulots à la con) qui n'ont aucun sens, en passant par Friedrich Engels et Karl Marx qui allaient carrément jusqu'à théoriser une dictature de la classe prolétaire pour se libérer du capitalisme, ils sont nombreux dans l'histoire des idées à nous fournir matière à réflexion voire à action.

Justement, faut-il systématiquement passer à l'action devant le bulldozer que constituent l'allongement du temps de travail ainsi que l'accroissement de la pénibilité des tâches demandées ?

Indéniablement, OUI, il faut se lever nombreux et plus régulièrement face aux menaces de dégradation des conditions de travail. Que l'on songe aux luttes du passé (même récent et local) pour s'en convaincre. Ne rien attendre, d'ailleurs, de la part de quiconque hormis la base. C'est la base qui est en prise avec les injustices criantes du monde du travail et les changements vers le mieux ne viendront que d'elle, souvent par le biais d'un rapport de force judicieusement imposé. (tout est dans l'adverbe!)

Gardons de la même manière à l'esprit que l'on peut en passer par la résistance passive, car il est un outil dont nous avons oublié l'utilité : l'adverbe «NON», utilisé avec suffisamment d'à propos pour qu'il soit efficace. Il est bon à ce sujet de s'arrêter quelques instants pour méditer sur les enseignements donnés par la littérature . Prenons par exemple le cas du personnage atypique et hors du temps Bartleby- imaginé par l'écrivain Herman Melville- dont les «I would prefer not to» («je préférerais ne pas») en réponse aux injonctions de son supérieur hiérarchique finissent par avoir raison de ce dernier. C'est aussi Jerome K. Jerome, romancier britannique (connu pour Trois Hommes Dans Un Bateau) qui se fend d'un essai très pertinent en forme de bras d'honneur à la société anglaise de son temps, alors en pleine révolution industrielle («The Idle Thoughts of an Idler», «Pensées oisives d'un oisif»). Ou le philosophe américain Henry David Thoreau auteur du remarquable «Of Civil Disobedience» («Sur la désobéissance civile») qui préféra même la vie dans les bois à toute autre activité pendant une longue période de sa vie, au moment par ailleurs où les États-Unis s'apprêtaient à entrer en guerre civile. Plus près de nous, Jean de La Ville De Mirmont dans «Les dimanches de Jean Dézert» dépeint (au début du siècle, déjà) un personnage rendu fou par un travail dépourvu de sens et qui finit par dire non à sa manière singulière tandis que de nos jours, l'écrivain basco-new-yorkais Iñaki Uriarte dans ses «Diarios» instille tranquillement un subtil et salutaire antidote à nos sociétés du toujours plus (injonctions de travailler plus, de gagner plus, de consommer plus, de subir plus).

Quelles que furent les réflexions ou expériences autour de cette question primordiale du travail menées jusqu'à aujourd'hui dans toutes les parties du monde il n'en reste pas moins que contrairement à ce qu'affirment quelques instituts de sondage ou journalistes-publicitaires véreux à la solde de lobbies millionnaires, il faudrait être tordu pour affirmer préférer son temps de travail imposé à son temps libre. Temps libre ou de loisir qui ne veut d'ailleurs pas forcément dire oisiveté (cf supra).

D'autre part, nous avons beau être en 2017, nous sommes toujours réduits à ce constat-là, de concert avec l'économiste Joseph Stiglitz: 1% de la population mondiale accapare les richesses au détriment des 99% restant. Par conséquent, puisque la lutte des classes et son corollaire l'oppression des plus riches sur les 99% que nous sommes demeure autant d'actualité, alors la lutte (notamment syndicale) n'a jamais été aussi nécessaire.

Lou Can.

« Je cause et je gueule comme un chien, je suis un chien ». L. Ferré.

ta révolte sur notre blog :  
<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>

# L'Esprit Anarchiste

Au moment du grand cirque électoral, je m'évade un peu en écoutant «L'Esprit Anarchiste», 48 chansons anarchistes et pacifistes, allant de 1820 à 1990.

J'ai vraiment aimé Les Canuts que chante Yves Montand, Heureux temps par Rosalie Dubois, Graine D'ananas par Léo Ferré, Les Anarchistes par Marc Ogeret.

Un livret de 47 pages accompagne les 2 CD et nous invite à découvrir des moments de la vie de Pierre-Jean Béranger, Eugène Pottier, Louise Michel, Jean Richepin, Aristide Bruant, Eugène Bizeau, Brassens, Boris Vian et de bien d'autres, tous animés d'un esprit libertaire.

*«J'ai soupé d'leur politique,  
Les politiciens  
Nous font une république  
Bonn' à foutr' aux chiens.  
Peuple, n'sois donc plus si flemme,  
Au lieu d'être votard  
Faut fair' tes affaires toi-même  
Te dit le l'pèr' Peinard...»<sup>1</sup>*

Prenons-en de la graine !

<sup>1</sup> «Le Père Peinard au populo» paroles et musique de François Brunel, 1889.  
«L'Esprit Anarchiste» Editions Frémeaux et Associés

Noir C Noir

## BOYCOTTONS LEURS ÉLECTIONS !

Qui aujourd'hui peut encore douter qu'il est illusoire de faire confiance à des hommes politiques, devant le spectacle qui nous est proposé ? Personne n'aurait l'idée de faire des chèques en blanc à un parfait inconnu, c'est pourtant ce que nous propose le système électoral.

Loin de nous permettre de participer à la prise de décision, ce système ne nous laisse entrer en démocratie que pour choisir nos chefs. Ceux qui vont décider à notre place ! C'est tellement vrai que l'article 27 de la Constitution interdit le mandat impératif, c'est-à-dire la possibilité pour les électeurs de révoquer un élu qui ne tient pas ses promesses. Lorsque le système des représentants a été mis en place, on l'a affublé de titre de démocratie représentative pour nous berner. Dans les faits, nous ne faisons que choisir entre les membres d'un même milieu qui nous domine: de Le Pen à Mélenchon.

**Aller voter c'est accorder du crédit à cette pantalonnade et donner une légitimité au prochain Président alors que nous savons tous que sa politique ne sera pas la notre. C'est pourquoi nous appelons à l'abstention : nous devons garder les mains libres pour défendre nos droits et nos idées une fois l'élection passée.**

Nous devons reprendre la maîtrise sur nos vies, cela veut dire établir un nouveau fonctionnement qui nous permette de prendre les décisions et de contrôler les délégués que nous choisirons. Nous exigeons :

La suppression de l'article 27 de la constitution et proposons que tous les élus soient révocables par leurs mandants quelques soient les postes.

Que les décisions soient prises dans des assemblées primaires et que les élus ne soient que les délégués portant les mandats décidés en commun.

Que ce système de prise de décision et de contrôle ne se limite pas à la sphère du politique mais soit étendu à la sphère économique, sur nos lieux de travail.

Pour avancer dans ce sens, il est important de nous regrouper et de descendre dans la rue pour faire entendre notre voix, pendant ces élections, mais aussi après, chaque fois que nous considérerons que les mesures prises, à quelque niveau que ce soit, ne sont pas légitimes.